

FALARDEAU, Jean-C., éditeur, *Essais sur le Québec contemporain*. Québec : Les Presses Universitaires de Laval, 1953, 260 p.

Michel Brunet

Volume 7, Number 3, décembre 1953

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301612ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301612ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Brunet, M. (1953). Review of [FALARDEAU, Jean-C., éditeur, *Essais sur le Québec contemporain*. Québec : Les Presses Universitaires de Laval, 1953, 260 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 7(3), 440–449.
<https://doi.org/10.7202/301612ar>

LIVRES ET REVUES

FALARDEAU, Jean-C., éditeur, *Essais sur le Québec contemporain*.
Québec: Les Presses Universitaires de Laval, 1953, 260 pages.

Les 6 et 7 juin 1952, quelques sociologues, économistes et éducateurs se sont réunis à l'Université Laval pour étudier en commun "Les répercussions sociales de l'industrialisation dans la province de Québec". Ce symposium faisait partie des manifestations organisées à l'occasion du centenaire de notre Université-Mère.

Ces journées d'études ont marqué une étape importante dans les recherches en sciences sociales au Canada français. M. Jean-C. Falardeau, directeur du Département de Sociologie à la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval, a eu l'heureuse idée de publier les travaux présentés à ce symposium. Félicitons-le de son initiative et remercions le Conseil canadien de Recherches en Sciences sociales dont l'aide financière généreuse a permis la réalisation de ce projet.

Ce volume rendra service à tous les intellectuels et à tous les chercheurs qui s'intéressent au problème canadien-français. Les historiens, en particulier, liront avec intérêt et profit ces *Essais sur le Québec contemporain*. Retenons d'abord une déclaration de M. Falardeau: "Ce sujet particulier répondait aussi pour nous à une préoccupation plus intime qui est au centre de notre labeur intellectuel: celle de comprendre la société canadienne-française d'aujourd'hui que notre université a la responsabilité d'interpréter, d'éclairer et d'orienter." Tous les universitaires du Canada français devraient être prêts à signer cette profession de foi. S'ils négligent d'étudier en profondeur l'histoire, la politique, la sociologie, l'économie, la pédagogie, la philosophie de la société canadienne-française, qui le fera? Le fait que nous soyons encore obligés de rappeler ce truisme, en 1953, révèle jusqu'à quel point la pensée canadienne-française est désaxée. Il existe encore, et en trop grand nombre, des intellectuels québécois qui se désintéressent complètement des

problèmes de leur milieu. Ils les jugent triviaux ou les croient résolus depuis longtemps. Selon une tradition bien établie au Canada français, ils préfèrent s'en tenir aux vastes jongleries synthétiques. Celles-ci exigent peu de recherches et peu d'originalité. Seuls, les grands thèmes universels préoccupent ces beaux esprits. Ne leur demandez pas de s'astreindre à de laborieuses analyses.

M. Falardeau et ses collaborateurs ont le grand mérite de reconnaître que le Canada français offre un vaste champ d'enquête, à peine exploité, aux chercheurs en sciences sociales. Finie l'époque heureuse où la majorité des intellectuels et des dirigeants canadiens-français avait la douce et puérile illusion de posséder une réponse et une solution à tous les problèmes politiques, économiques et sociaux de la société québécoise. Il est urgent de remiser nos manuels scolaires et de nous débarrasser des formules toutes faites qui nous ont longtemps dispensés de penser. Nous devons commencer par le commencement: poursuivre des recherches originales dans tous les domaines du savoir, nous poser des centaines de questions, accumuler une documentation aussi complète que possible, assembler tous les faits essentiels, faire un travail d'analyse avant de prétendre échafauder des synthèses. Il appartient à nos universités d'entreprendre ces recherches. C'est l'œuvre à laquelle elles se consacrent depuis quelques années. Elles feraient encore davantage si elles recevaient de la société canadienne-française toute l'aide et tout l'encouragement dont elles ont besoin.

Il est impossible de donner un compte rendu critique des douze chapitres qui forment ce volume. Quelques-uns fournissent aux chercheurs des statistiques précieuses. D'autres apportent des points de vue originaux. Plusieurs forcent à la réflexion et obligent le lecteur à remettre en question certains postulats de la pensée canadienne-française traditionnelle. Examinons quelques-uns de ces articles.

MM. Albert Faucher et Maurice Lamontagne ont voulu résumer l'histoire économique de la province de Québec depuis la Conquête: "History of Industrial Development". La tâche n'était pas facile car les recherches en histoire économique sont très peu avancées, même au Canada anglais. Il semble que les auteurs ont des notions très limitées et très confuses sur l'histoire économique de la Nouvelle-France. Dans ces conditions, ils pouvaient difficilement expliquer ce qui s'est passé après la Conquête. Ils constatent que

le développement industriel du Québec a été retardé. A plusieurs points de vue, la province de Québec entre dans le groupe des pays économiquement faibles ou sous-développés. MM. Faucher et Lamontagne se sentent obligés de légitimer ce retard. Ils l'attribuent à l'éloignement des sources d'approvisionnement en fer et en charbon et à la distribution géographique des voies ferrées et des marchés. Ces causes ont leur importance. Personne ne le niera. Mais les deux auteurs oublient un fait essentiel de l'histoire économique du Canada français.

La société canadienne-française n'a jamais eu, depuis la Conquête, une bourgeoisie capitaliste capable de prendre l'initiative dans le développement économique du Canada français. Voilà le grand fait et le grand drame de l'histoire des Canadiens français. Il faut se rappeler que la Nouvelle-France avait toujours possédé sa classe d'entrepreneurs. Ceux-ci obligèrent les administrateurs coloniaux et métropolitains à adopter une politique économique réaliste et progressive. C'est ce qui explique pourquoi les dirigeants ecclésiastiques, appuyés par quelques chefs laïques, n'eurent pas, avant 1760, la liberté de créer la société rurale et pastorale dont plusieurs d'entre eux rêvaient pour les colons français d'Amérique. La Conquête modifia l'équilibre des forces sociales en présence. L'occupation de la colonie par les Britanniques força les principaux membres de la bourgeoisie canadienne à émigrer. Les hommes d'affaires canadiens qui demeurèrent dans la vallée du Saint-Laurent appartenaient à la classe des petits entrepreneurs. Les commerçants anglais, venus s'établir dans la nouvelle province de Québec, occupèrent tout naturellement les postes de commande. Les bourgeois canadiens, qui ne firent pas faillite, furent bientôt réduits au rôle de producteurs marginaux et d'intermédiaires.

Entre les années 1760 et 1785, les Canadiens perdirent complètement la maîtrise de leurs destinées. Ils ne l'ont jamais reprise depuis. Éloignés des grandes affaires et de la haute administration, les pseudo-dirigeants de la société canadienne-française adoptèrent peu à peu une conception diminuée de l'économie et de la politique. Ils développèrent une philosophie étriquée de la vie. La majorité de la population se replia dans l'artisanat et dans l'agriculture. Les grandes avenues du commerce s'étaient fermées aux Canadiens vaincus. Leurs horizons s'étaient rétrécis. Une existence de para-

sites débutait pour eux. On commença très tôt à prêcher le retour à la terre. En attendant la prolétarisation massive qui est le sort inéluctable de toutes les populations paysannes. Lorsque l'âge industriel fera son apparition, la société canadienne-française du milieu du XIXe siècle n'aura pas les hommes d'entreprise, ni les traditions d'affaires, ni les capitaux, ni l'ambition et le dynamisme nécessaires pour construire des chemins de fer, pour organiser des institutions de crédit, pour bâtir des usines. Ses enfants devront quitter les seigneuries et les paroisses surpeuplées. Ils allèrent travailler dans les "factories" de Lowell, de Lawrence et de Fall River. Les plus dociles et les plus patients se contenteront d'un niveau de vie inférieur jusqu'au jour où les entrepreneurs anglo-canadiens ou américains jugeront profitable de venir exploiter les ressources humaines et naturelles de la terre québécoise. Les Canadiens s'engagèrent alors dans les "factories" érigées sur le sol natal.

M. O.J. Firestone, aviseur économique du ministère fédéral du Commerce, s'est montré plus perspicace que MM. Faucher et Lamontagne. Chargé de commenter le mémoire présenté par les deux professeurs de la Faculté des Sciences sociales de Laval, il leur a reproché de ne pas avoir souligné que l'absence d'une classe d'entrepreneurs québécois explique, jusqu'à un certain point, le retard apporté à l'industrialisation du Québec. Il se demande si les auteurs n'auraient pas dû insister davantage sur l'influence des gouvernements (municipaux, provincial et fédéral) dans la mise en vigueur d'une politique économique. Si la société canadienne-française avait été encadrée par une bourgeoisie capitaliste autochtone, la politique économique poursuivie par les gouvernements québécois, depuis 1867, n'aurait-elle pas été quelque peu différente? Lorsque tous les historiens, tous les sociologues et tous les économistes canadiens-français auront constaté que l'absence d'une classe d'entrepreneurs constitue le fait capital de l'histoire du Canada français depuis la Conquête, ils auront fait un pas de géant dans l'explication de la société canadienne-française contemporaine. Comment expliquer l'histoire du monde atlantique sans tenir compte de la présence de la bourgeoisie? Quand on étudie la société canadienne-française, c'est sur son absence qu'il faut insister.

M. Jacques Perrault décrit rapidement l'évolution de notre droit sous la pression des nécessités sociales créées par l'industrialisa-

tion. Cette étude révèle chez son auteur une conception dynamique du droit. C'est un point de vue nouveau au Canada français. Tant mieux. M. Mason Wade fait l'histoire des mouvements politiques du Canada français depuis la fin du XIXe siècle. L'auteur de *The French-Canadian Outlook* semble surtout intéressé à discréditer ou à ridiculiser les théoriciens et les partisans du nationalisme canadien-français. M. Lorenzo Paré a eu raison de lui rappeler: "Ce qu'on appelle "nationalisme" chez une minorité entourée de dangers n'est que l'exercice normal de la conscience politique chez les citoyens de n'importe quel autre pays du monde." Il est très difficile de s'expliquer le prestige dont M. Wade jouit en certains milieux du Québec. Cet écrivain américain a fait un effort méritoire pour comprendre la minorité canadienne-française. Il n'a que partiellement réussi dans sa tâche. M. I.F. Fraser, professeur à l'Université Columbia, a montré plus d'objectivité et de compréhension dans sa belle étude *The Spirit of French Canada*. Néanmoins, quelques personnes reconnaissent à M. Wade une autorité dont il doit être le premier à s'étonner. Seul, l'infantilisme intellectuel explique ce phénomène. Plusieurs des nôtres seront d'éternels provincialistes. Le colonialisme politique et intellectuel n'est pas encore mort au Canada français.

M. Léon Lortie étudie avec courage et pondération la question scolaire. Ces pages sont à lire et à relire. L'école, le collège et l'université préparent les générations qui perdront ou qui gagneront les luttes de demain. Nos institutions d'enseignement, qui se sont développées dans des conditions difficiles, ont assuré notre survivance. L'heure est venue, toutefois, de nous demander si le système scolaire actuel répond adéquatement aux besoins multiples d'une société industrielle.

L'article de M. Maurice Tremblay, "Orientations de la pensée sociale" constitue peut-être la contribution la plus originale du volume. C'est une analyse lucide et méthodique de la pensée canadienne-française depuis la Conquête. Ces pages donnent un résumé saisissant de l'histoire intellectuelle de la société québécoise. Jamais, un chercheur canadien-français n'a abordé ce domaine important de l'historiographie avec autant d'objectivité et de réalisme. L'auteur procède à une véritable dissection de la pensée canadienne-française. Cependant, M. Tremblay ignore, lui aussi, le fait que la minorité canadienne-française a été privée d'une véritable bour-

geoisie. L'absence d'une classe dynamique d'entrepreneurs explique, à la fois, la stagnation économique des Canadiens français et le statisme de leur pensée économique-sociale. De plus, l'auteur perd toute sa lucidité lorsqu'il conclut son étude. Il veut d'abord porter un coup qu'il croit fatal à la doctrine nationaliste. Laissons-lui ses illusions. Ensuite, il tombe dans l'éloquence du plus pur nationalisme messianique. Celui-là même qu'il a précédemment critiqué. Après avoir brillamment démontré les faiblesses, les erreurs, les tâtonnements, les illusions, la stérilité de la pensée canadienne-française, il lui propose "d'apporter au monde toutes les contributions qu'on serait en droit d'attendre d'elle". Rien de plus. Rien de moins. Par quelle magie, le vil plomb s'est-il soudainement transformé en or ?

M. Everett C. Hughes essaie de jeter un regard d'ensemble sur le Québec contemporain. Le Canada français a contracté une dette de reconnaissance envers ce chercheur consciencieux dont les études ont fortement influencé la réorientation de notre enseignement des sciences sociales. Une lecture attentive de "Regards sur le Québec" laisse deviner que l'opinion de M. Hughes sur l'avenir du Canada français a évolué depuis un quart de siècle. Lorsqu'il commença à étudier la société canadienne-française, il avait la conviction d'être en présence d'une société en voie d'assimilation. C'était aussi l'opinion de la majorité de ses collègues du département de sociologie de l'Université McGill. Après avoir fait cette confession, il s'empresse de rassurer ses auditeurs en leur confiant qu'il avait ensuite changé d'avis. Mais, plus loin, il souligne que la société industrielle exige la "circulation des techniciens". Il est suffisamment réaliste pour admettre que cette exigence met directement en danger l'identité ethnique des Canadiens français qui seraient appelés — par hasard ou par miracle — à diriger l'activité industrielle du continent nord-américain. Il n'ignore pas, de plus, l'influence assimilatrice de l'ordre industriel anglo-saxon sur les masses prolétaires du Canada français. Il est inquiet et met ses auditeurs en garde contre les dangers d'un enseignement universitaire canadien-français trop spécialisé.

M. Hughes n'ose pas conclure. Il ne dit pas s'il est revenu ou s'il est tenté de revenir au point de vue qui était le sien et celui de ses collègues de McGill lorsqu'il commença ses recherches sur la société canadienne-française. Croit-il maintenant que la minorité

canadienne-française au Canada est une société en voie d'assimilation ? Pouvons-nous l'obliger à nous révéler le fond de sa pensée ? Seules, des recherches sérieuses et complètes permettront de répondre à ces questions.

M. Jean-C. Falardeau a présenté, lors du symposium, une étude importante, "The Changing Social Structures". L'auteur y poursuit son enquête objective sur la société canadienne-française contemporaine. Il décrit avec méthode et précision les changements radicaux que celle-ci subit depuis plus d'un demi-siècle. C'est le mérite de M. Falardeau de nous forcer à constater que tout change au pays de Québec. Et ce phénomène a commencé longtemps avant la publication de *Maria Chapdelaine*.

Le directeur du Département de Sociologie de la Faculté des Sciences sociales, à l'Université Laval s'est aussi imposé la tâche de tirer les principales conclusions qui se dégagent du symposium. Ce chapitre s'intitule "Perspectives". Le sociologue de Québec est rempli d'inquiétude sur l'avenir d'une société dont il se reconnaît encore l'un des héritiers. Il n'entretient aucune illusion. Il sait très bien que le Canada français n'est pas maître de sa vie économique et qu'il ne l'a jamais été depuis la Conquête. Il n'a pas oublié l'histoire pathétique de son grand-père maternel. Ce brave menuisier de la région de Québec fut obligé, comme tant d'autres de ses compatriotes, de s'exiler aux États-Unis en 1888. Il travailla cinq ans dans les mines de cuivre du Michigan. Revenu au pays natal, il louera ses services à différents entrepreneurs. Il termina sa vie comme gardien de nuit dans une grande maison de commerce. Cette histoire est celle de centaines de milliers de Canadiens français qui ont eu le malheur de naître dans une société sans cadres politiques et économiques leur appartenant en propre.

M. Falardeau rappelle et dénonce l'alliance étroite qui a toujours existé entre les politiciens québécois et les capitalistes étrangers dont les capitaux ont développé les ressources de la province. On sait quels furent toujours les principaux bénéficiaires de la prospérité du Québec. Il juge malsain le capitalisme absentéiste qui contrôle la majeure partie de l'économie québécoise. Et souvent, la politique. Cependant, l'auteur devrait être moins sévère et tenir compte du fait que nos hommes politiques ont toujours cru agir pour le plus grand bien de leurs compatriotes. L'industrialisation de la province

et la mise en valeur de ses ressources naturelles n'avaient-elles pas partiellement arrêté l'émigration aux États-Unis ? Ils se réjouissaient d'avoir pu obtenir ce résultat, étant incapables, sauf de rares exceptions, de concevoir une politique économique moins imprévoyante. Où les dirigeants canadiens-français auraient-ils pu recevoir une formation qui les aurait rendus plus conscients de leurs lourdes responsabilités ?

L'auteur annonce aux apôtres d'une reconquête économique canadienne-française que celle-ci ne se réalisera jamais par les moyens qu'ils proposent. Il n'analyse pas ceux-ci. Mais, il prévoit qu'ils seront inefficaces parce que l'économie québécoise, qui n'appartient pas aux Canadiens français, s'intègre dans un ordre économique bâti à l'échelle continentale. Telle est la thèse de l'auteur. C'est celle adoptée par tous ses collègues. Il est curieux, toutefois, de lire à la fin de son article: "Comment atteindre un contrôle efficace de l'économie de notre partie de continent en face des impératifs du capitalisme moderne ?" Il ne répond pas à cette question angoissante pour tout Canadien français qui n'a pas renoncé à l'avenir.

L'avenir de la culture canadienne-française lui apparaît comme gravement compromis. L'invasion de l'américanisme l'alarme. Pourquoi employer l'expression américanisme ? C'est anglo-saxonisme qu'il faudrait dire. Il décrit le fossé qui s'élargit graduellement entre la petite minorité de nos gens dits cultivés et la masse de la population. D'un côté, quelques centaines d'éducateurs, de professeurs, de journalistes, d'écrivains et d'artistes dont la fonction est de défendre et d'illustrer, quand ils le peuvent, la culture canadienne-française. Cette œuvre leur assure en même temps leur gagne-pain. Loin d'eux, et parfois dressés contre eux, des milliers de bonnes gens qui gagnent leur vie dans un monde industriel et commercial qui n'est pas canadien-français, qui vivent et qui s'amuse comme vivent et s'amuse tous les habitants de l'hémisphère occidental. Citons la phrase de M. Falardeau: "On croit voir s'ouvrir une paire de ciseaux." De plus, il prévoit que les grands fonctionnaires canadiens-français de l'industrie devront adopter l'anglais comme langue pratique. Ce mouvement d'anglicisation, commencé dès la première génération après la Conquête, va toujours en s'accélégrant. Dans ces conditions, comment la culture canadienne-française peut-elle

se perpétuer ? Comme article de musée ? Comme objet de curiosité ? Pressons-nous alors de construire quelques villages-souvenirs que nos petits-fils, devenus anglo-saxons, feront visiter à leurs enfants et aux touristes américains.

Le seul espoir de M. Falardeau semble résider dans une prise de conscience des différentes classes de la société canadienne-française. Il prétend que ces réactions de classes se synchroniseront avec celles des mêmes classes de la société canadienne-anglaise. Rempli d'optimisme, il prophétise qu'une collaboration fraternelle entre les classes atténuera les différences ethniques et religieuses qui ont jusqu'ici divisé Canadiens français et Canadiens anglais. Cette thèse se défendrait peut-être si le Canada formait une société homogène de Halifax à Vancouver. Telle n'est pas la situation. Le problème des relations inter-ethniques ne se réglera pas aussi facilement que le désire M. Falardeau. Tout ce qu'on peut dire c'est qu'il se posera différemment. Ce problème existe depuis 1760. Il disparaîtra lorsque l'un des deux groupes ethniques en présence aura cessé d'exister. Il est peut-être malheureux qu'il en soit ainsi. Mais tout observateur réaliste doit prendre la situation telle qu'elle se présente. De pieux espoirs ne sont pas des solutions.

Ce dernier chapitre avance quelques hypothèses et pose plusieurs questions. Celles-ci demeurent sans réponses et les premières ne peuvent pas être vérifiées. Tout Canadien français qui ne souhaite pas l'assimilation totale — actuellement, elle n'est que partielle — de ses compatriotes se sentira déprimé en terminant la lecture de ce texte. Même si l'auteur a cherché à consoler ses lecteurs. En effet, dans les trois derniers paragraphes de son article, il invoque tous les grands thèmes patriotiques du folklore canadien-français: la contribution originale que nous apporterions à l'enrichissement culturel du Canada, notre supposé rôle décisif dans l'évolution politique du pays comme membre du Commonwealth et comme puissance internationale, notre message catholique. Il va jusqu'à nous prêter une grande "prudence politique peut-être mêlée d'astuce normande". On croirait lire l'un des disciples de l'école littéraire romantique de 1860. Époque où débute au Canada français le culte des innéités raciales. M. Falardeau devrait mieux se prémunir contre le "*credo* exagérément ethnocentrique" (c'est sa propre expression) qu'on a dû lui prêcher dans sa jeunesse.

Il faut méditer *Essais sur le Québec contemporain*. Nous avons cru rendre service aux auteurs et à nos lecteurs en écrivant ce compte rendu critique. Cette première étude d'ensemble sur l'industrialisation du Québec a une grande valeur intrinsèque. Les quelques faiblesses qu'elle comporte seront corrigées par des recherches ultérieures. Ce symposium, parmi plusieurs autres signes, indique que le Canada français a quitté sa robe prétexte et se prépare à faire face à la vie moderne, à la vie de l'âge industriel. Ce n'est pas trop tôt! Est-il trop tard?

Michel BRUNET

*Professeur agrégé
Institut d'Histoire,
Faculté des Lettres,
Université de Montréal.*